

VOTRE JOURNAL DE QUARTIER

« La Page », journal de quartier dans le 14^e, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 01.43.27.27.27. (répondeur).

0 998-2728 du 14^e arrondissement
La Page
N° 34 - 10 F

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

Urbanisme

n°1 (dec 88) → n°33 (janv 97)

Alo 493 352

C2

070/070.2(123)

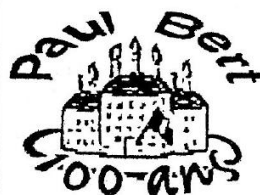
7 (443.611)

92

LA ZAC DIDOT, EST MAL BARRÉE

1280-1674

NUMERO SPECIAL 12 PAGES



COUP DE JEUNE

La Page ouvre ses colonnes aux lycéens de Paul Bert à l'occasion du centième anniversaire de leur établissement (pages 6 et 7).

CENTRE EMMAÛS

L'ouverture prochaine, rue de l'Aude, du centre Emmaüs qui accueillera des personnes en voie de réinsertion inquiète les riverains. M. Lacroix, directeur d'Emmaüs Paris s'emploie à les rassurer (article et interview page 9).

DAN FRANCK, UN ECRIVAIN ENGAGÉ

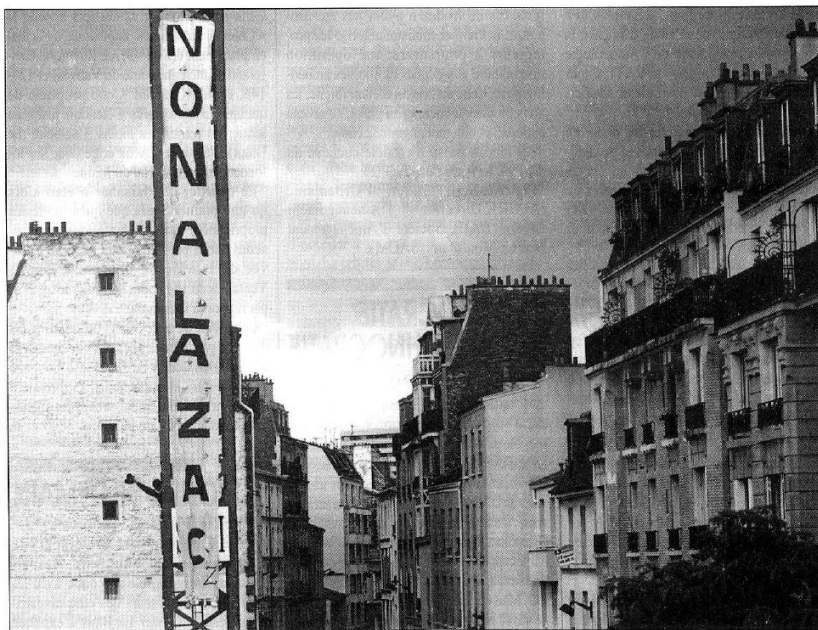
Entrevue avec un intellectuel qui milite contre la xénophobie et pour le multiculturalisme (page 11)

FETE DE LA PAGE : DIMANCHE 8 JUIN



« La Page » organise cette année sa fête sous le signe du changement. Nous quittons la rue Vercingétorix pour la place de la fontaine du 141-149 rue Raymond-Losserand (métro Plaisance). Pas de vide-grenier, mais une succession d'animations et de divertissements musicaux en tous genres et, bien sûr, la participation d'une vingtaine d'associations du quartier (de 14h à 19h). Il ne manque plus que vous. A bientôt!

Le temps ne porte pas conseil. Il a fallu dix ans à la SEMIREP pour commencer les travaux de lotissement de la ZAC Didot, mais son projet semble sorti directement des cartons des urbanistes de banlieue des années 60 : deux barres, une tour, pas de nouveaux équipements collectifs, bref une cité-dortoir. Les riverains se mobilisent pour que les immeubles et les habitants de la ZAC Didot s'intègrent bien dans le quartier (article p.3).



Grue prise d'assaut, rue du Château (crédit photo: Laurent Desmoulin)

PLAISANCE-PERNETY

Une association controversée

C'est dans le cadre de la préparation de la fête de La Page que j'ai contacté Pascal Fort, président du comité des résidents du quartier Plaisance/Pernety (C.R.P.P.), et que j'ai assisté à sa réunion trimestrielle. Le point sur une association controversée qui essaie d'apporter des réponses multiples aux problèmes d'insécurité.

CRÉÉE EN 1994, cette association se fixe pour but de regrouper les bonnes volontés qui se sentent concernées « par l'amélioration du cadre de vie et de la sécurité du quartier Plaisance/Pernety afin de permettre à ce quartier de devenir une zone calme et agréable à vivre ;

rechercher tous contacts avec les élus, les administrations et les organismes de gestion propriétaires des lieux, afin d'améliorer la qualité de vie et la sécurité dans l'intérêt général et organiser un climat d'entraide ». Or le souci de « sécurité », par les temps qui courent, tend à rimer avec xénophobie, racisme et intolérance. C'est un champ accaparé, sur le plan politique, par le Front National, délaissé par la droite et la gauche comme si le malaise et la peur d'une partie de la population des « quartiers sensibles » relevaient uniquement de l'affabulation. L'association a donc été d'emblée cataloguée au rang des officines d'extrême-droite. Les multiples mal-entendus de Pascal Fort, ajoutés à des méthodes « énergiques » et un langage parfois brutal ont conforté dans cette idée un certain nombre de riverains (voir encadré).

En fait, il faut revenir à la fois sur les conditions de création de l'association et sur ses objectifs pour reléguer cette opinion au rang des non-sens.

L'association est née dans un contexte de tension exacerbée. Boîtes aux lettres incendiées, peinture des voitures

rayée et pneus crevés dans les parkings... les incidents se multipliaient. Les habitants avaient le sentiment que les pouvoirs publics ne se souciaient guère de leurs problèmes, plus précisément que la police ne « faisait pas son travail ». Ils se sentaient aussi personnellement impuissants, sauf ceux qui dormaient dans leur voiture avec un fusil à pompe... La création de l'association correspondait au souhait d'une partie des habitants des immeubles et des quartiers « sensibles » (194, rue Raymond-Losserand et 146 et 156, rue Raymond-Losserand en particulier) de prendre en charge personnellement leurs problèmes pour que leurs conditions de vie s'améliorent. Mais l'association a une approche multiple du problème de l'insécurité, elle ne se contente pas de collaborer avec la police pour favoriser la répression des délits, elle s'efforce d'améliorer le cadre de vie des habitants par un dialogue avec les offices HLM, elle encourage les relations entre les différents intervenants du quartier.

(suite p.8)

GUERRILLA CONTRE LE BÉTON

A plusieurs reprises, des riverains mécontents ont bloqué le chantier de la ZAC Didot. Ils remettent en cause un urbanisme fait de barres et de tours qui surdensifie le quartier, sans prévoir les équipements collectifs nécessaires.

ENTRE les rues Didot, Raymond-Losserand et du Château, deux hectares de gravats dorment tranquillement derrière des palissades depuis bientôt dix ans : c'est la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Didot. Ce projet d'aménagement, dont la réalisation a été confiée depuis 1988 à la SEMIREP (Société Anonyme d'Economie Mixte pour la Rénovation du secteur Plaisance, dont la Mairie est actionnaire majoritaire), a pris des retards considérables, pour aboutir aujourd'hui au démarrage d'un chantier contesté, parce que très contestable. Une fois de plus, on observe que des décisions urbanistiques douteuses sont prises sans concertation avec la population, aboutissent à des projets pauvres dans leur architecture, incohérents dans leur organisation et sans rapport avec les aspirations des habitants. Ces projets défigurent chaque jour un peu plus notre ville et contribuent à préparer les difficultés sociales de demain.

La ZAC Didot comprend, en gros, deux parties : une partie située côté rue du Château, où doivent s'élever deux barres (rue du Château) et une tour (angle rue Didot/rue du Château), sur l'emplacement des anciens garages d'autobus municipaux. Sur la seconde partie située plutôt côté rue Raymond-Losserand, impasse Sainte-Léonie, rue Pernety, se trouvent à l'heure actuelle des immeubles anciens (dont de petites maisons) plus ou moins vétustes. Certains sont encore habités. En neuf ans de réflexion et de travail (harassant ?) la SEMIREP a simplement reconstruit la crèche Sainte-Léonie. Les travaux commencent à peine pour les deux barres et la tour. Lassés par le spectacle éternel des terrains vagues laissés à l'abandon, la popula-

tion n'a réagi que tardivement au parti pris architectural très médiocre de ces immeubles, qui nous renvoie aux plus belles heures de l'architecture banlieusarde des années 70.

BÉTON ET PARKINGS POUR LOGEMENTS AIDÉS

Au pied du mur on reconnaît le maçon : béton et parkings pour logements aidés, c'est tout ce que la mairie a été capable d'imaginer en guise de projet «urbanistique». On est loin du temps où les enquêtes d'impact (1987) précisaient que «l'opération d'aménagement respectera le caractère du quartier en insérant au mieux les constructions nouvelles dans l'environnement immédiat...» (sic). «Le long de la voie nouvelle traversant l'îlot, les constructions seront implantées de manière à éviter toute monotonie...» (resic). «Le projet (...) vise à maintenir la diversité des fonctions de la vie sociale (...) qui fait l'attrait et la qualité de vie de ce quartier du 14^e arrondissement, assurer une rénovation harmonieuse respectueuse de l'environnement...» (re-resic). On croit rêver.

Il ne fait aucun doute que les immeubles en construction représentent une agression pour le tissu urbain. C'est tellement vrai que la SEMIREP elle-même a décidé au mois de mars de demander aux architectes de refaire la façade, de façon à donner à l'une des barres l'aspect de deux ou trois immeubles en enfilade. Cette modification de façade (c'est le cas de le dire) ne change rien au volume général de la barre. Nous sommes face à une situation d'une simplicité extrême : la ville a conçu, dans la foulée des ZAC passées, et profitant de la lassitude des habitants, des immeubles sans imagination surdensifiant l'urbanisme. Aujourd'hui la population réagit aussi bien sur le terrain (réunion en associations de défense, blocages de chantiers...) qu'au jour des élections. Le vent tourne. Seulement voilà : les architectes ont tiré leur plan, les entreprises sont à pied d'œuvre, des millions sont investis, et il paraît irréaliste de tout arrêter au stade actuel. C'est à voir. Une solution de compromis, que l'association Urbanisme et Démocratie* met à l'étude auprès des habitants, consisterait à abaisser de deux étages la hauteur de la barre en construction (dans le projet actuel, 6 étages, 21 mètres), et à renoncer à l'édification de la tour, immeuble absurde placé au carrefour Didot/Château, et ne possédant aucune des qualités architecturales qui justifieraient pareil sacrifice. De plus, le bénéfice en termes de logements (9 logements sociaux de type PLA) est sans rapport avec le prix urbanistique à payer. L'indignation des riverains, à qui, d'ailleurs, on avait annoncé une rotonde, s'est lourdement manifestée.

Cette hypothèse ne pénaliserait pas démesurément les entreprises malgré la période de crise, tout en sauvant ce qui peut encore l'être. N'oublions pas la responsabilité collective que nous portons vis-à-vis des générations futures qui auront à vivre avec ces bâtiments.

QUID DES ARTISTES ET DES ENFANTS ?

L'action immédiate concernant les deux barres et la tour ne doit pas faire oublier la seconde partie de la ZAC, où rien n'est fait. On s'étonne d'ailleurs de ces retards, qui devraient conduire à un achèvement des travaux en 2003, si tout va bien. A vrai dire, des études complètes avaient été menées pour les ateliers d'artistes du projet initial, mais ces ateliers ont simplement été retirés des projets, car jugés «impossibles à rentabiliser». En échange, la SEMIREP prévoit la construction de... quelques logements en plus.

On le voit, la réflexion tend systématiquement à supprimer ce qui est un peu cul-



turel ou artistique, et à construire des « cités-dortoirs ». Certes, il y a du monde à loger, et nous devons tous accepter de partager le bonheur de vivre dans cet arrondissement avec d'autres moins chanceux que nous. Mais pour être certain que ce bonheur existe encore demain, il convient de mettre à plat l'ensemble du projet, et de bâtir, dans le même temps que les logements, les équipements et les aménagements permettant aux futurs habitants des 230 logements (30 000 m²) en construction d'accéder à un cadre de vie digne de ce nom. La crèche Sainte-Léonie est déjà saturée. Où va-t-on mettre les futurs bébés de ce nouveau quartier ? Les écoles du 14^e, notamment les maternelles, sont déjà en situation tendue, on peut rajouter une classe par-ci par-là mais au prix d'une tension plus grande encore ; ne vaut-il pas mieux réfléchir à une école polyvalente ? Les ateliers d'artistes sont-ils la première chose à supprimer dans un projet ? Pourquoi n'a-t-on pas prévu un local associatif ? Un terrain de sport doit en principe être construit mais pourquoi ne pas avoir tenu compte des observations faites en 1988 au Conseil de Paris, qui suggéraient de faire un gymnase en sous-sol ? C'est trop tard maintenant puisqu'il y a un parking. Pourquoi ne pas construire un hall de sport « tout temps » plutôt qu'un terrain de plein air qui va apporter des nuisances sonores aux trois barres qui l'entourent ? Aucune de ces questions n'a été étudiée, ou bien, si elles l'ont été, c'est en l'absence de concertation avec les citoyens pour aboutir en dix ans au résultat que l'on sait.

Un mot sur le jardin de 2500 m², qui doit

en principe être construit en dernier pour une question d'organisation des chantiers : s'il doit y avoir encore dix ans de travaux, ne peut-on réhabiliter rapidement un des terrains vagues en jardin, et rendre aux riverains un espace vert qu'on a supprimé dans l'euphorie des projets initiaux ?

DU GACHIS ET DES NON-DITS

Derrière toutes ces questions, essentielles pour notre cadre de vie de demain se profilent deux points importants qui expliquent l'indignation, et bientôt la colère des habitants du quartier. Il va de soi que les constructions coûtent de l'argent. Par exemple, un atelier d'artiste est plus cher au m² qu'une tour, un hall de sport est plus cher qu'un quadrilatère de tarmac avec des lignes blanches autour etc... Il faudra peut-être faire des choix douloureux. Cependant, on est en droit de se demander ce que coûtent à la collectivité, en manque à gagner, 2 hectares de friches (estimés à 130 millions F) pendant dix ans, sans parler des projets complets qu'on met à la poubelle, des immeubles qu'on doit refaire à la va-vite tellement ils sont laids, et les frais de fonctionnement de la SEMIREP, que la Ville de Paris doit renflouer régulièrement. On est également en droit de protester contre le silence éternel des technocrates qui n'organisent jamais de réunion d'information (deux réunions, il y a dix ans), n'expliquent jamais spontanément les raisons des redistributions des parcelles ni les choix architecturaux, sans parler des aspects financiers. On apprend aujourd'hui, si l'on fait l'effort d'aller solliciter les bureaux concernés, qui mandent à répondre au téléphone, mais refusent de

Depuis un mois, tous les mardis, les riverains bloquent l'entrée du chantier rue Raymond-Losserand. (photo : Urbanisme et démocratie)

venir au devant des citoyens, que les immeubles anciens ne seront peut-être pas détruits. On aurait gagné du temps si on avait suivi les recommandations initiales des études d'impact, et si l'on avait associé les habitants à l'élaboration des projets.

Pour toutes ces raisons, et afin d'enrayer le gâchis en cours, l'association Urbanisme et Démocratie demande que la réhabilitation des 5 immeubles anciens, 32, 34, 36 rue Pernety et 69, 71 rue Raymond-Losserand soit sérieusement étudiée, conformément au vote du Conseil de Paris du 3/2/97, que des équipements collectifs (école, locaux associatifs...) ou à vocation artistique (ateliers d'artistes...) soient réintégrés dans un nouveau Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) ouvert à une enquête publique. Cela exige que les riverains soient réellement consultés et que leurs avis soient pris en compte, dans une réflexion globale sur l'avenir de ce quartier. D'ici là, l'association Urbanisme et Démocratie réclame la suspension des travaux.

Vincent Fleury

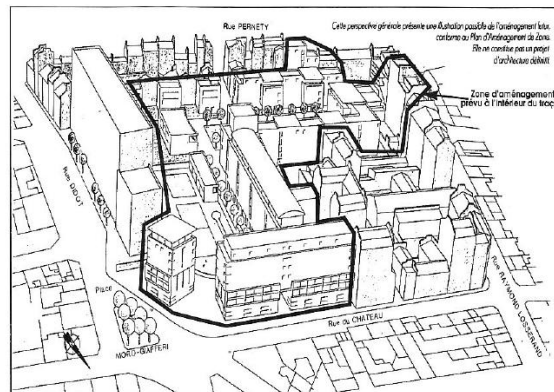
DIDOT AU PIED DE LA LETTRE

La rue Didot doit son nom à une dynastie d'imprimeurs parisiens. C'est notamment à François-Ambroise Didot (1730-1804) que l'on doit la création du papier vélin et l'invention de nouveaux caractères, mais surtout la mise en place d'un système de mesure typographique.

Jusqu'à ces dernières années, la presse, l'édition et l'imprimerie comptaient encore en points Didot... Il a fallu attendre 1978 pour que l'Alfnor propose de substituer le système métrique aux « douzes », « gailloards » et autres « mignonnes ».

En 1875, l'ancienne rue du Terrier-aux-Loisins devient rue Didot. Une manière peut-être de rendre hommage à l'activité industrielle du quartier, qui accueillait à l'époque de nombreuses imprimeries. Quatre ans avant, c'est d'ailleurs sous le nom de « bataillon des typographes » que les ouvriers du 14^e avaient participé aux combats de la Commune. Au 40 rue Didot, se trouve de nos jours la plus vieille maison et le plus ancien imprimeur du quartier.

O.S.



PATROUILLE DE L'AUBE

6h30. 1er avril. Une poignée de personnes stationnent devant l'entrée du chantier ZAC Didot, à l'angle des rues du Château et Didot. Des ouvriers attendant de prendre leur travail ? Non ! Ce sont des manifestants contre l'aménagement de la ZAC.

6h45. Il fait encore nuit. A l'intérieur du chantier, c'est le silence. Grue et bulldozer restent immobiles.

7h00. Le groupe des manifestants d'Urbanisme et Démocratie grossit. Une banderole demande : «Où est la concertation ?». Les passants s'arrêtent pour discuter.

7h30. Le jour se lève. Une cinquantaine de riverains et membres d'associations bloquent les deux entrées du chantier de 3 000 m². Rue Raymond-Losserand, un camion est empêché de sortir du chantier. Un autre tente de pénétrer. On accroche une banderole à l'avant. Le chauffeur descend en souriant, amical échange de vues et partage du café...

Le travail des photographes et des télévisés ne semble pourtant pas perturber la vie de la rue Raymond-Losserand. JKA

LES JEUNES FETENT LEUR CENTENAIRE

Ceci est mon histoire. Je suis une petite idée lancée à la volée un jour de bouclage de « La Page »: « Et si on offrait une page en supplément à une classe ou une école ? » J'ai

ricoché, je suis retombée, mais j'ai rebondi, et fini par éclorer. Paul Bert qui fêtait son centenaire, semblait tout indiqué pour m'accueillir et pour tenter l'expérience. J'ai trouvé une oreille attentive

auprès des responsables du CDI du Lycée et des animateurs de l'atelier d'écriture. Je vous dois un grand Merci, car sans vous... Vous m'avez portée jusque dans vos classes et là, un élève

m'a pris en amitié ! J'étais une petite idée, et je suis maintenant une page de « La Page » réalisée par des élèves du lycée Paul Bert. Alors à vous de me dire maintenant si j'étais une bonne idée et s'il

faut que je revienne vous retrouver annuellement. En attendant vos réactions, bienvenue à La Page, Emilie, Jeanne, Simon, Julien, Matthieu et Virgile.

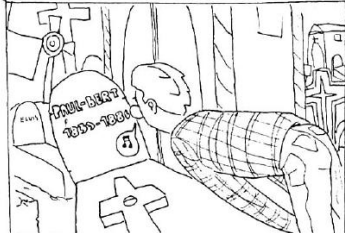
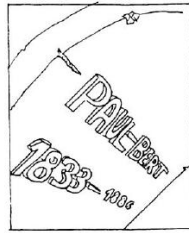
UN CENTENAIRE

Pour ceux qui ne le sauraient pas encore Paul-Bert a cent ans. Plus exactement, c'est le bâtiment qui est centenaire. Il est occupé à partir de 1927-1928 par l'Ecole primaire et supérieure Paul-Bert. L'école formait des jeunes filles au concours de l'Ecole Normale. Après la guerre, l'Ecole est transformée en lycée, et la première promotion de bacheliers sort en 1948. Il faut attendre 1978 pour que les garçons en franchissent le seuil : Paul-Bert devient mixte !

Actuellement, l'établissement de la rue Huyghens abrite environ 1000 élèves : 400 au collège et 600 au lycée avec une équipe de 80 enseignants

LA DEF

BERT (Paul), Physiologiste et homme politique français (Auxerre 1833 - Hanoi 1886). Elève de Claude Bernard il fit des recherches sur les greffes animales, la physiologie de la respiration et ses variations en fonction de la pression atmosphérique, les anesthésiques, etc. Il abandonna les sciences pour la politique. Ministre de l'Instruction Publique (cabinet de Gambetta 1881 - 1882), il contribua aux réformes sur l'enseignement. En 1886, il fut nommé ensuite gouverneur général de l'Annam et du Tonkin.



Un village dans Paris

PARIS. Montparnasse. Avenue du Maine. Rue du Commandant Mouchotte... Enfin... ! Ce bruit... La rue... Les voitures... J'en ai assez... Ce vacarme... Ca y est, je pénètre dans l'ascenseur, c'en est fini de tout ce bruit. Il monte lentement, comme pour mieux me faire désirer encore le moment qui m'attend. Je sors de l'ascenseur et là, je n'arrive plus à me souvenir de la rue, et pourtant, j'aimerais, comme pour savourer encore plus l'ambiance apaisante qui m'a sauté au visage ; j'essaie en vain de me raccrocher à ce souvenir comme on essaie au petit matin de se souvenir des rêves qui nous ont agité toute la nuit. Mais on y arrive peu souvent... Tant pis... Ou tant mieux.

Finalement, l'important c'est d'être à Mouchotte, chez moi. Ce calme... La quiétude du village. « Le village », c'est ainsi que les habitants de Mouchotte appellent cette énorme masse architecturale qui se situe au milieu d'un ensemble de barres modernes. Elles forment un carré autour de la gare Montparnasse d'où émerge un superbe jardin. L'immeuble de Mouchotte, ce sont en réalité treize immeubles de chacun dix-sept étages ! En tout, 783 appartements s'étendent le long de la rue. Ou plutôt, la dominant car ces immeubles se situent sur une dalle surélevée.

LA DIFFERENCE

« Ce qui est bien à Paul-Bert, c'est qu'il y a plein d'activités extra-scolaires. » Cette phrase revient souvent quand on discute du lycée, et effectivement les ateliers et clubs sont nombreux et très actifs.

Quatre ateliers : théâtre, cinéma, art et écriture sont animés par des enseignants du lycée. Les clubs sont plus en marge de la sco-

larité et l'animation est assurée par les élèves eux-mêmes. Un club photo bien évidemment, mais aussi un club « Droits de l'homme » et un club INSERM, qui a organisé un voyage à Auxerre pour l'inauguration de l'expo « La santé de Paul Bert à nos jours ». Sans oublier aussi la musique qui, pour certains privilégiés, se pratique dans les caves de l'établissement. Princess Erika, est d'ailleurs une ancienne élève du lycée.

Quand on arrive sur la dalle, on se croirait rendu dans un de ces vieux quartiers de Paris, avec tout ce que cela comporte de convivialité. Et pourtant, il y a cette barre moderne qui vous domine, de toute sa hauteur, et de toutes ses vitres en guise de façade, comme ouverte au soleil et au monde extérieur dont, pourtant, elle est coupée. Car les mouchottiens font partie d'un même ensemble et pratiquement tout le monde se connaît. Et pour cause, la plupart habitent ici depuis plus de quinze ans ; c'est long quand on sait que l'immeuble a fêté ses trente ans l'année passée !

De plus, tous les enfants de Mouchotte se connaissent, ils ont tous été aux différents ateliers car Mouchotte est synonyme d'une multitude de divertissements, d'organisations et de manifestations culturelles et ludiques tels que des ateliers d'art plastique, de théâtre... Il faut dire que la plupart des habitants de l'immeuble sont issus d'une classe moyenne intellectuelle, plus facilement ouverte aux différents horizons, différentes cultures.

A l'heure où les médias parlent sans cesse du malaise des banlieues dû au « parcage » des habitants dans des grandes tours, les mouchottiens assurent vivre en parfaite communauté.

Julien MADON

LE PROGRAMME

Cette année, le lycée Paul-Bert fête son centenaire, c'est l'occasion de toutes sortes de manifestations culturelles et sportives :

Du 13 mai au 6 juin : expositions :
- Paul Bert, homme de science et homme politique.
- D'un bâtiment à l'autre, les mutations du lycée.

- Les « anciennes » de Paul-Bert témoignent.
- Images d'ailleurs.
- Animations diverses : Passé et Présent.
Vendredi 23 mai :
- 15h00: tournoi interclasse de basket et de volley ball.
- 16h30 à 19h30 : conférences :
« Peut on encore se cultiver au lycée ? », par Guy Coq, philosophe.
« Disciplines enseignées, discipline de la

raison ? », par François Ribes, professeur agrégé de philosophie.
- 21h00: soirée théâtrale par les ateliers du lycée.
Samedi 24 mai :
- 15h00 à 16h30 : conférences sur Paul Bert, l'homme.
- 16h30 : table ronde sur l'avenir du lycée et de l'éducation.
- 20h00 : concert par les élèves.

LE PERE DE L'Auvergnat

Georges Brassens, chanteur, compositeur et interprète français, né à Sète en 1921. Célèbre auteur des années 50, 60, 70, 80, 90, et bien plus encore... Cette phrase pourrait lui servir d'épithète.

AVANT d'être un artiste national et même international, il est le reflet d'une certaine France, partagée entre deux villes, Sète et Paris, et particulièrement d'une partie de cette dernière, le 14^e arrondissement. Il y était monté pour la première fois à l'âge de neuf ans, en 1931. Puis il passa de nombreux étés chez sa tante, au 173 rue d'Alésia, en face de la caserne des pompiers et du petit marché. Il aidait parfois sa tante comme coursier, dans l'épicerie où elle travaillait. Grâce à ce petit boulot, il prend goût à l'atmosphère de Paris. Il arrête ses études en 1940 et s'installe définitivement dans la capitale pour écrire des chansons. Il habite tantôt chez sa tante tantôt chez Jeanne, une amie de sa tante à laquelle il consacre « Chez Jeanne » l'une de ses premières chansons, avant de pouvoir vivre de sa musique, ce qui sera le cas dix ans plus tard.

UN CLASSIQUE CONTROVERSÉ

Il incarne aujourd'hui le patrimoine de la chanson française, la rigueur de la métrique, la recherche et la beauté de la langue. Oui ! Brassens est un classique. Mais, lorsqu'au début des années 50, il débarque sur les scènes françaises, ce n'est pas ce patrimoine qu'il incarne mais la rupture. Avec sa chevelure hirsute, ses lèvres rehaussées d'une moustache, il chante des textes drus et pertinents, traitant de sujets où les honnêtes gens et l'ordre établi en prennent un sacré coup. Avec une ligne

mélodique simple, sans orchestre, Brassens tourne irrémédiablement le dos à la mode. Brassens divise la chanson française, on le déteste, on s'insurge contre cet excès de « vulgarité », où l'on tombe follement amoureux de ses petits textes, en tout cas, il ne laisse personne indifférent.

S'il développe souvent le thème éternel de l'amour et des femmes, soit avec des chansons crues tels que « Fernande » ou « Quatre-vingt-quinze fois sur cent », il s'épanouit dans des chansons tel qu'« A l'eau de la claire fontaine ». Mais c'est avant tout à la France populaire qu'il rend hommage avec des chansons comme « Le vieux Léon » ou « Les Sabots d'Hélène ». C'est après ses premiers succès, qu'il peut se plonger dans la tradition poétique française, en mettant en musique des textes de François Villon, Victor Hugo, Paul Fort, Aragon ou Alfred de Musset.

ANCRÉ DANS LE 14E

S'il manifeste son désir de reposer sur l'éternité sur la plage de Sète, il aime vivre dans le 14^e, auquel il marque son attachement dans une interview parue dans le guide du 14^e village. Il s'est souvent produit à Bobino, le music-hall de la rue de la Gaitié, qui avec son entrée carrée comme une cuisine, a perdu de nos jours son charme d'antan. La ballade des cimetières, où il regrette de n'avoir de concession « au cimetière » du Montparnasse. A quatre pas de sa maison, « Entre la rue Didot et la rue de Vanves », où l'amour de la musique le sauve d'un mauvais pas (12 nouvelles de Brassens par Maxime Le Forestier).

Il y a, à l'angle de la rue Bardinet et de la rue d'Alésia, au 179, un bar-tabac, appelé aujourd'hui encore « Le Bardinet », dont le propriétaire, un auvergnat, s'était pris d'affection pour notre ami Brassens et lui avait gracieusement offert du pain et du bois. C'est de ce don qu'est née une des ses

plus jolies chansons, « La chanson pour l'Auvergnat ».

Chacun a son Brassens, il y a un Brassens pour tous. Lui, né dans le sud, a atterri du côté de la rue Didot, et moi né à Paris, rêve d'aller me faire dorner dans le sud. Un artiste dont la popularité n'est plus à faire, si l'on en croit les nombreux hommages qui lui sont rendus, de la part d'autres chanteurs, interprètes et compositeurs, tels que Maxime Le Forestier, Renaud, et bien d'autres encore. Des chansons intégrées dans des spectacles, tel que Les Enfoirés. Mais pour notre génération, ces artistes représentent déjà la vieille chanson française. Brassens reste un artiste accessible, toujours écouté, toujours aimé, et toujours aussi proche de son auditoire, les paroles et les sujets de ses chansons sont restés « jeunes », malgré le changement d'époque. Une nouvelle forme de musique, le rap, né il y a une dizaine d'années, possède une similitude au niveau des textes, bien que les temps et les façons de s'exprimer aient changé. Brassens, est comme cette nouvelle vague, toujours hors norme, toujours à côté de la mode, et pourtant sur toutes les bouches. Mais avant cet aspect-là, c'est peut-être son talent, son sens de la rime qu'il faudrait célébrer.

Qui ne fredonne pas ses chants empreints de gentille anarchie, de mignonne paillardise, de douce rébellion ? Même quelques jazzmen américains renommés ont interprété des titres de Brassens. Un artiste qui a réussi à percer à l'étranger et notamment en Angleterre : un concert de 1973, qui fut le seul « live » publié de son vivant.

Il est et reste l'âme de la chanson française, populaire. Mais avec l'Auvergnat, c'est tout une époque, pleine d'authenticité, de rire et de jeu, que le croque-mort a emporté avec lui et a conduit au père éternel, sous le ciel parisien désormais triste.

Simon Pierzo

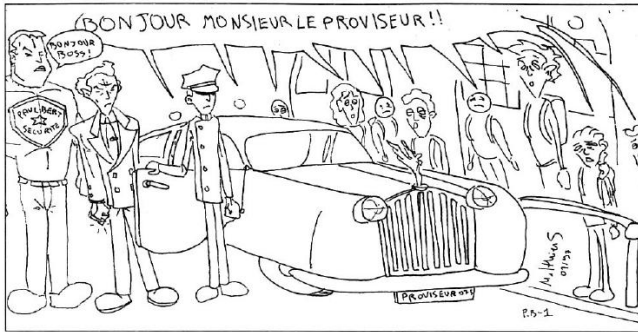
Y A-T-IL ENCORE UNE ECOLE PUBLIQUE EN FRANCE ?

C'est une question qui vient à l'esprit quand tout le monde, tous les médias qui sortent tour à tour des numéros spéciaux sur les meilleurs lycées de Paris, de France, parlent de l'école.

L'ACTUALITÉ a malheureusement beaucoup (trop) mis en avant un terme ces derniers temps : la compétitivité. Jusqu'alors, nous nous étions mis à espérer qu'elle ne s'appliquait qu'aux milieux affairistes, qu'aux entreprises et nous déplorions les suppressions d'emplois que ce mot engendrait. Dès lors, il devient un « gros mot », vulgaire et qu'on utilise que rarement et avec dédain de peur d'attirer sur nous la malchance.

Or depuis trois ou quatre ans, voilà que ce mot sort de la bouche même des dirigeants de l'éducation nationale, de tous ces fonctionnaires haut placés dans l'administration, qu'ils travaillent au ministère ou dans les académies ou qu'ils dirigent des lycées.

En effet, tous parlent de « compétitivité ». Tous comparent les résultats, les pourcentages de réussite aux examens et chacun essaie de faire de son établissement un institut privilégié pour toucher le maximum de subventions. Il s'ouvre alors deux voies possibles. La première est d'être classé « zone rouge », la seconde, de faire des « dégraissages » c'est-à-dire sélectionner et renvoyer les élèves trop



faibles. Désormais en France, pas de demi-mesure et peu de subventions pour les lycées dit moyens. On s'en doute, c'est le second choix qui prime et à vrai dire, c'est logique. Mais dès lors, que faire des élèves moyens ? C'est la fin de la seconde chance. Jusqu'alors, on trouvait toujours un petit établissement qui acceptait de vous la donner en cas d'échec au bac et servait ainsi de tremplin vers des études supérieures. Ces lycées vont se faire de plus en plus rares.

LE CAS PAUL-BERT

C'est le cas d'un petit lycée, 600 élèves à peine du 14^e arrondissement, Paul-Bert, c'est l'exemple même du lycée-tremplin, c'est-à-dire qu'on y accueille des élèves qui sont en difficultés scolaires, attention à ne pas se méprendre, ce ne sont pas des élèves turbulents, non, mais des élèves passionnés et qui ont voulu à un moment faire une pause, dire

ouf et s'intéresser à autre chose qu'à l'école. C'est pourquoi, on y trouve beaucoup de groupes musicaux, de personnes attirées par l'art cinématographique et par le théâtre...

Voilà quelle était la réputation de Paul-Bert, un lycée tranquille et dont le seul souci était que le maximum d'élèves réussisse quel que soit le nombre d'années. Et c'est pourquoi, le nombre de classes de terminales était souvent plus élevé que le nombre de premières, car il y avait beaucoup d'inscriptions pour le bac. Les résultats d'ailleurs ne sont pas si mauvais : 70 % de réussite au bac environ. Et pourtant, l'Académie de Paris a décidé de placer à la direction de Paul-Bert un nouveau proviseur qui a décidé de faire de « son » lycée, un lycée à fort taux de réussite scolaire, c'est-à-dire très sélectif. Ainsi, il y avait trois classes de terminales littéraires durant l'année 1995-1996, il n'y en a que deux cette année et gare à l'année prochaine car on en prévoit qu'une seule !

Ce nouveau proviseur, que l'on voit trop rarement, n'a pas que des mauvais côtés. Ainsi, il a permis l'achat d'instruments de musique et laisser sa cave... il habite dans l'enceinte du lycée... devenir une salle de répétition. De plus, il a autorisé le développement d'un groupe des droits de l'homme. Mais, toutes ces concessions n'auraient-elles pour unique but que de faire oublier aux élèves les restrictions futures ? Si cela s'avérait être le cas, ce serait dommage et il faudrait alors s'inquiéter.

C'est en tout cas la fin de l'école que l'avait rêvé Charlemagne et que beaucoup d'élèves désiraient : publique et généreuse.
Julien MADON



La vie ne manque pas de sel !

COMME chacun sait, Paul-Bert est un lycée dont la renommée a depuis longtemps franchi nos frontières. Il fête cette année ses cent ans et c'est un grand privilège pour moi qui le fréquente depuis quelques années, de faire part de son évolution. Evolution dans un domaine très précis, celui de la restauration qui en fait un lycée prêt à entrer dans le troisième millé-

devait se satisfaire. C'était sans doute terrible. Heureusement, nous sommes en 1997 et aujourd'hui tout est différent. Il demeure pourtant une question que je me suis longtemps posé : pourquoi y a-t-il des jours avec et des jours sans ? Des jours sans quoi ? Sans sel. En effet, un jour sur deux, impossible d'obtenir le moindre sachet de sel qui nous permettrait d'assaisonner notre petit

L'atelier d'écriture

L'objectif de l'atelier est de donner la possibilité aux élèves de renouer avec une pratique personnelle et artistique de l'écriture. C'est également l'occasion pour les lycéens de lire et de rencontrer des auteurs contemporains, et une occasion d'échanges entre eux. C'est à la suite de la

participation d'une classe de première L en 1993 au Goncourt-Lycéens que l'atelier d'écriture et de lecture a été mis en place, avec un financement de la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) et du Rectorat de Paris, et avec le soutien de nombreux partenaires. Cette année,

l'atelier d'écriture a fonctionné avec quatorze élèves. Les travaux sont dirigés par Jacques Mondoloni, écrivain, et Chantal Moyat, professeur de lettres. Le travail des élèves est publié avec l'aide de l'Aleph Ecriture, qui réalise la maquette des textes et les édite. Nous publions ici une nouvelle et un poème.

en voyant les fruits pourris par terre ; personne n'était là pour les cueillir, il n'y aurait plus de confiture...

Lentement elle avançait, ses pieds touchaient maintenant ce tapis de cailloux qui se déroulait en dessous d'elle, là où Vovo marchait si doucement...

Elle se précipita vers la porte tant son anxiété augmentait. Elle entra. Une odeur qu'elle reconnut tout de suite envahit ses narines. Elle courut vers la chambre devant elle, alluma l'abat-jour à côté du lit. Rien n'avait changé de place et pourtant tout était si différent ! Il y avait une odeur bizarre, sans doute le mois ; l'odeur de Cologne qui lui était si chère avait disparu. En voyant au pied du lit les petites pantoufles en cuir bleu marine, elle les chaussa : « mais oui ses pieds étaient bien plus petit que les miens ! » Elle s'arrêta devant le lit où elle avait si longtemps dormi, le bras autour du gros ventre qui ronflait.

Derrière la porte : une photo d'elle, d'elle-même ! Elle toucha du bout des doigts son joli visage de six ans. Une larme chaude coula sur sa joue, puis des sanglots lui déchirèrent la gorge sans qu'elle puisse se contrôler : le bruit résonnait devant le lit et traversait les vieux murs de cette maison...

Elle s'assit sur le lit pour se calmer, en fermant les yeux. Mais les souvenirs revenaient de plus en plus nombreux... Elle eut tout à coup l'impression de s'asseoir sur les jambes de sa grand-mère, qui passait toute la journée couchée, un livre sur les couvertures... Elle

crut entendre sa voix, voir son visage...

Elle se leva soudainement et ouvrit les yeux pour revenir à la réalité tant sa souffrance était grande.

La fenêtre s'ouvrait sur un jardin ensoleillé, où chaque fleur avait un nom, Vovo les aimait tellement !

En se tournant, elle se trouva face à une petite porte en bois bleu, le même bleu de toutes les portes et fenêtres de cette maison. Cette porte séparait la chambre d'une petite salle de bain. C'était la première fois qu'elle revenait dans cette maison depuis la mort de sa grand-mère qui l'avait tant bouleversée, elle ne s'attendait pas à autant d'émotion. Elle ouvrit la porte et fixa le sol : Vovo, ses mains jointes, soigneusement repliées sur sa poitrine, semblait être allongée là, la moitié du corps sur le carrelage, l'autre sur le parquet.

Jeanne Pôsse

OU LI PO

A bon chat, bon rat sur le feu
Jeter le chat qui dort
L'huile ne fait pas l'Espagne
Qui a bu l'habit, boira le moine
Qui veut voyager loin, sent le sapin
A coeur vaillant, tomber des nues n'est pas continu

Il ne faut pas réveiller sa monture ni bâtir des châteaux

A bon chat polichinelle, bon rat moine
Qui a bu l'huile, boira le sapin

Virgile Pons.



naire. Alors que beaucoup de lycéens ne fréquentent que de vulgaires cantines, Paul-Bert offre à ses élèves un lieu de restauration hors pair. Les jeunes l'apprécient tellement que lorsque la cloche annonçant midi trente retentit, on constate que déjà plus d'une cinquantaine d'élèves forment un joli cortège à la porte du restaurant, en lançant des cris de joie : « J'étais là avant. Non, c'est moi. Casse-toi ! »

Celui qui déjeune tous les jours à Paul-Bert sait la chance qu'il a, car c'est un Self-Service. Par définition, au Self-Service (self, de l'anglais soi-même) chacun se sert. Et c'est bien le cas, on se sert... du seul plat principal. Et c'est là qu'on peut noter la modernisation qu'a connu Paul-Bert depuis cent ans. On imagine, qu'en 1897, ce lycée n'avait qu'un grand réfectoire où l'on versait dans des écuelles quelque bouillie informe dont les jeunes filles

plat. J'ai peut-être trouvé la réponse : le sel, comme du temps de la gabelle, reste probablement une denrée rare et chère. Je comprends par conséquent qu'il faille l'économiser. Il pourrait y avoir d'autres explications : l'intendant se préoccupe peut-être de notre santé et de nos artères. A moins qu'il ne s'agisse de nous familiariser, à petites doses bien sûr, avec la frustration.

N'allez pas croire, cependant, que je remette en question le mode de gestion de mon restaurant préféré. De toutes façons, il reste toujours une solution au lycéen malin. Il peut essayer d'attendrir un professeur pour qu'il lui dépose quelques grains au creux de la serviette en papier (gracieusement offerte par la maison). Car dans la salle des professeurs il y a un TOUJOURS un sel. Eh oui, je l'ai déjà dit, Paul-Bert est un lycée moderne.

Emilie DESJARDINS

LE CONCOURS

Cinq professeurs de français ont travaillé pendant l'année scolaire autour du thème du roman policier, en partenariat avec la Fnac Montparnasse et l'association « Bruit de Lire » de la ville de Rennes.

En plus de rencontres avec des écrivains, les élèves se sont vu proposer un concours de nouvelles policières. Sept « copies » ont été primées, parmi lesquelles on peut citer : « Les Spadassins » 1^{er} prix, de Emeric Clayse

et Nicolas Rousseau ; « Mascarades », 1^{er} Ex aequo, de Marianne Feigner.

Un prix spécial du Jury a été attribué à Matthieu Santelli pour une bande dessinée. Les illustrations de cette page sont dues à son auteur. Peut-être verrons-nous un jour dans « La Page » la publication de « Histoire de Tueurs » de Tiburce Guyard, prix du style ou « Du Rififi dans le 14^e » de Stéphanie Navet, prix du scénario ?

Centre Emmaïis

LE DIRECTEUR DÉFEND SON PROJET

L'ancien Centre chirurgical et cardiologique Paris-Sud de la rue de l'Aude s'appelle désormais Centre Georges Dunand (1). L'association Emmaïis veut en faire un lieu d'accueil pour sans-abris dont l'ouverture officielle, prévue initialement vers la mi-avril, est reportée à l'automne.

Entretien avec André Lacroix, directeur d'Emmaïis de la région parisienne (photo).



La Page : Quel est l'avenir de l'immeuble du 18, rue de l'Aude ?

André Lacroix : Ce bâtiment va devenir un centre d'accueil et d'hébergement pour des gens en dynamique de réinsertion. Nous aurons entre 70 à 80 résidents, a priori seulement des hommes mais cela peut évoluer. En tout cas, il n'y aura pas d'enfants. Dans la journée, une minorité de résidents que nous savons très fatigués bénéficieront de lits de repos, mais la plupart des gens, en suivi professionnel, partiront le matin et reviendront le soir. Leur passage chez nous est prévu pour environ un mois. Nous assurons les repas du soir par plats livrés et réchauffés. Il n'y aura donc pas de cuisine dans l'immeuble, ce qui exclut les livraisons de viande, de légumes etc... Il y aura un infirmier 24 heures sur 24 pour s'occuper des lits de repos ; un médecin passera dans la matinée. Les gens du quartier pourraient, eux-aussi, consulter un infirmier la nuit en cas de problèmes pas trop graves.

La Page : Que voulez-vous dire par « dynamique de réinsertion » ?

A.L. : Notre objectif est d'encourager les gens à prendre leur avenir en charge : soit ils ont un emploi et attendent leur salaire pour louer une chambre, soit ils en cherchent un et participent aux ateliers d'insertion. Il y aura sur place des ateliers de recherche d'emploi, de lecture, d'écriture ainsi que des ateliers interactifs, la poterie par exemple, animés par des bénévoles du quartier. Nous voulons aussi mettre le plus

tôt possible des lits à la disposition des gens qui ont besoin de repos. Par ailleurs, nous faciliterons le retour en province des gens qui le désirent. Etre en « dynamique de réinsertion » englobe toutes ces démarches.

La Page : Comment intégrer les résidents de votre centre dans la vie du quartier ?

A.L. : Vu leur parcours difficile, nous leurs recommandons une civilité habituelle entre voisins pour s'intégrer dans la vie du quartier. Nos règlements intérieurs prévoient : pas d'alcool, pas de violence, pas de racisme. Si un gars arrive saoul au centre on lui dira : « Attention, si demain tu arrives ici dans le même état, cette maison ne sera pas la tienne ». De toute façon, on vérifiera si notre implantation dans le quartier doit poser des problèmes.

La Page : L'inquiétude des riverains, peut-elle s'expliquer par un manque d'informations ?

A.L. : Nous avons informé l'Association de défense de la rue des Artistes (ADRA) de tout ce qui va se passer ici.

Il y a un an et demi, l'association Emmaïis a ouvert un centre d'hébergement à Boulogne semblable à celui envisagé rue de l'Aude et les résidents s'étaient opposés par envoi de pétitions et réunions agressives à son ouverture. Cela s'est calmé depuis six mois et tout le monde, ou presque, a accepté le centre ; même les plus virulents opposants sont venus à l'inauguration. Aujourd'hui, nous faisons partie du quartier et contribuons à sa sécurité.

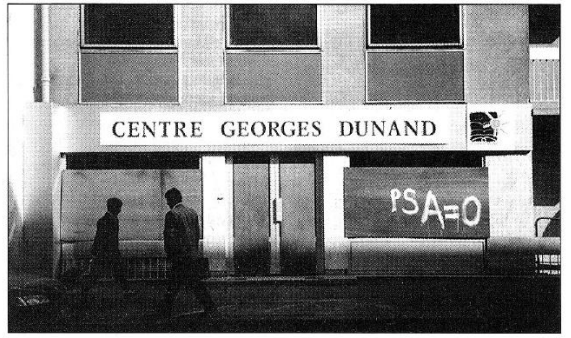
La Page : Avez-vous prévu des réunions avec les habitants du quartier ?

A.L. : Oui, j'en avais prévu une pour le 4

OUVERTURE « SOUS HAUTE SURVEILLANCE »

Un climat de suspicion règne avant l'ouverture d'un centre Emmaïis au 18, rue de l'Aude destiné aux personnes en difficulté sociale.

L'« Association de défense de la rue des Artistes et avoisinantes » (ADRA) affirme avoir essayé, mais en vain, de discuter avec les promoteurs parmi lesquels M. Lacroix, directeur de l'association Emmaïis. (voir ci-contre)



sous-sols. L'association Emmaïis l'a fait enlever tout en demandant à un cabinet d'experts en contamination d'inspecter les lieux pour déceler une éventuelle radioactivité. Le rapport conclut à l'absence de trace de cobalt ou d'autres contaminants. Emmaïis peut donc s'y installer tranquillement et les riverains, représentés par l'ADRA, n'ont plus de raison de s'inquiéter. Ils avaient fait part de leur inquiétude dans une lettre au maire du 14e en février 1997, une pétition recueillant 260 signatures. Lionel Assouad leur a répondu promettant « que le Centre Emmaïis n'ouvrira qu'après avoir reçu toutes les autorisations réglementaires ». Lors de la réunion de l'ADRA du 27 mars 1997, son président a convenu que rien ne permettait plus de s'opposer à son ouverture en ajoutant : « Mon seul souci est que tout se passe bien. S'il y a des problèmes après l'ouverture,

Le centre Emmaïis ne pourra ouvrir qu'à l'automne. Pourtant tout est prêt! (photo : P. Bolland)

nous interviendrons »

La réhabilitation de ce triste bâtiment devrait, en principe, être salubre pour le quartier : les deux premiers sous-sols seront mis à la disposition des jeunes du 14e. Comportant une quarantaine de chambres, le « Centre Georges Dunand » permettra à quelque 80 personnes sans ressources de se loger, de manger, d'être soignées par un infirmier et d'avoir, par ailleurs, un lieu de réunion pour préparer leur réinsertion sociale.

Une goutte d'eau dans l'océan de l'exclusion vaut toujours mieux que rien.

P. Bolland et J. Bruch

mars dernier, mais on a décidé d'attendre jusqu'à ce que tout soit prêt. Lors des réunions futures, j'insisterai sur le fait que ce sera une maison ouverte et non pas un foyer fermé dans la mesure où nous désirons contribuer à faire vivre le quartier en offrant certains services.

La Page : Dans une « lettre des habitants du quartier des Artistes à Monsieur le Maire du 14e » est évoquée l'absence de permis de construire alors que des travaux importants étaient en cours. Qu'en est-il ?

A.L. : Aux quatre sous-sols existants, la clinique en avait ajouté un cinquième sans avoir apparemment demandé le permis de construire exigé. Quant à nous, nous avons obtenu tous les permis nécessaires par la

Ville de Paris pour transformer cet immeuble en un centre classique qui ne provoquera aucune nuisance dans le quartier. Lionel Assouad, le maire du 14e, Jacques Toubon et en particulier Xavier Emmanuelli nous ont été d'un grand soutien pour faire avancer ce projet difficile.

La Page : Qu'en est-il du matériel hautement toxique et radioactif (bombe à cobalt) « oublie » au cinquième sous-sol ?

A.L. : Nous avons fait intervenir des cabinets d'analyse indépendants pour vérification et tous les éléments dangereux ont été enlevés. Nous pouvons certifier que l'immeuble est désormais propre sans aucune toxicité. Les riverains devraient remercier l'association Emmaïis car le cinquième niveau du sous-sol a été supprimé

pour des raisons de sécurité. Si le moindre doute subsiste, les gens peuvent faire intervenir leurs propres experts.

La Page : Dans sa lettre datée du 12 février envoyée au président de l'ADRA, le maire du 14e arrondissement promet d'arrêter le chantier si jamais il y avait des irrégularités quelconques ?

A.L. : Peut-être... mais nous avons affaire aux politiciens. Nous sommes persuadés que tout le monde sera content, surtout ceux qui croient à une réinsertion.

Propos recueillis par Patrick Bolland. (1) Georges Dunand, décédé il y a deux ans, fut président de l'association HLM Emmaïis au moment de l'achat du bâtiment pour en faire un centre d'hébergement.

« RESISTER », UN LIVRE DU COLLECTIF ADRET

Nous avons reçu le prière d'insérer de « Résister » livre que vient de publier aux Editions de Minuit le collectif ADRET(1). Avec ce livre les auteurs disent avoir voulu « faire oeuvre citoyenne » laissant ceux qui s'expriment dans ses pages, parler « à la première personne, de leur histoire, de leurs choix dans la vie, de leur façon, aujourd'hui, de ne pas baisser les bras ; de résister, ici, maintenant, à la montée des périls : inégalité, exclusion, racisme. »

Ces voix, « à la logique folle du « tout économique », à l'installation d'une société d'injustice, repliée sur elle-même et confite dans ses racoceaux, opposent les inventions du quotidien. » Ainsi :

« Un professeur d'un quartier défavorisé de Villeurbanne emmène sa classe escalader une montagne du Sahara. Des femmes maghrébines, tsiganes et asiatiques organisent ensemble la solidarité dans leur quartier, en Avignon.

Des jeunes de banlieue décident de comprendre ce qui, dans leur «look», fait tellement peur aux employeurs.

Un ancien mineur marocain, devenu conteur, parcourt les écoles du Pas-de-Calais et montre aux enfants les costumes, la musique, la cuisine arabe.

Des musiciens de l'Orchestre national de Lille viennent, dans un quartier « chaud » de Roubaix, initier les élèves d'une école primaire réputée « difficile » à la musique classique.

Des néo-ruraux hollandais sautent de l'abandon d'un village de la Drôme, aident des jeunes à s'installer, montrent qu'une agriculture modeste, non-productiviste, est possible... »

Ces voix « tantôt optimistes, tantôt proches du désespoir, tantôt drôles, tantôt poignantes » « affirment que la rencontre des cultures ne conduit pas fatalement à la xénophobie et au repli identitaire, mais à la découverte chez l'autre d'une différence qui enrichit et renouvelle le regard. »

(1) Adret en pays montagneux : versant exposé au soleil.

ADRET : 11, rue Neuve, 91940 Gometz le Chatel. Contact 14ème : Daniel Schiff, 88 Bd Arago.

Le collectif a publié précédemment : « Travailler deux heures par jour, Ed. du Seuil » 2- 256 p., 79F

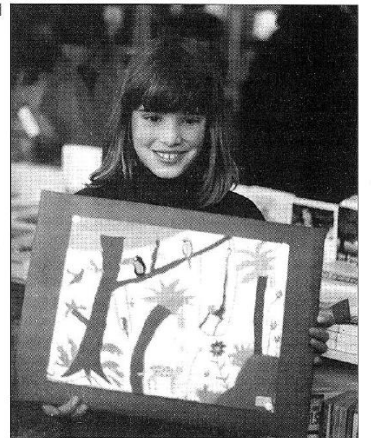
LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

La Page n°34, c'est : Jacques Blot, Patrick Bolland, Jacques Bosc, Pierre Bourdige, Pierrick Bourgault, Agnès Bourguignon, Jutta Bruch, Juliette Bucquet, Jacques Bullot, Elisabeth Chantrieux, Laurence Croq, Françoise Degert, Emilie Desjardins, René Dutrey, Jeanne Durocher-Samah, Guy Fargette, Vincent Fleury, Marie-Françoise Fourmont, Frédéric Geschwind, Béatrice Hammer, François Heinz, Agnès Hillion, Chantal Huret, Imagem et Adela, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Jacques Loustalot, Julien Madon, Philippe Minard, Patrice Maire, Jean-Luc Metzger, Catherine O'Malley, Simon Pierzo, Virgile Pons, Jeanne Pousse, Florence Ruzé, Matthieu Santelli, Justine Sohier, Maurice Silvy, Omar Slifi, Sylvain Thibon, Charles-Antoine Verly...

Elsa Bernard, 8 ans, 1er prix du concours de dessin organisé par la Librairie Tropiques (63 rue Raymond Losserand), le 26 avril. Les 4 autres lauréats sont des filles également... Où sont passés les garçons ?

(photo : J.K.A.)



L'EQUIP'PAGE

est l'association éditrice de « La Page ». Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail. Adhésion : 50 F. Chèques à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

UNE VIE EN COULEURS

Dans la charmante petite rue Asseline du 14e, miraculeusement préservée des ravages du béton, se trouve l'atelier souvenir d'une femme qui a consacré sa vie à la peinture. Son nom : Hélène Farey Nivelte. Avec enthousiasme et amusement, elle aime raconter l'histoire de sa vie à travers les histoires des toiles qui sont accrochées aux murs de son atelier.

NÉE à Alger à une époque où les jeunes filles restaient à la maison en attendant le mariage, elle entre aux Beaux Arts et obtient un premier prix qui lui vaut de partir peindre aux Baléares. Ce premier voyage est une réelle aventure pour une jeune femme, dans les années trente. Installée dans un petit hôtel sur une place de Palma, elle se réveille, le lendemain de son arrivée, au son d'un orgue de Barbarie et découvre un marché vibrant de couleurs et d'animations. Sous le charme et l'émotion, elle peint « Le marché de Palma » dans la matinée.

Peu avant la dernière guerre, elle rejoint famille et amis à Paris et retrouve celui qui deviendra son mari, Roger Nivelte, peintre de talent qui a laissé, de son passage à la villa Abd-el-Tif d'Alger, une œuvre remarquable sur le Hoggar et les Touareg du Sahara. Pendant la période sombre de l'Occupation, elle réalise des dessins animés pour gagner sa vie. Dès 1946, elle s'embarque à Marseille pour Tunis chercher les couleurs qui feront oublier les années noires de la guerre. Sa soif d'aventure et d'évasion la conduit au Maroc, en Egypte, en Grèce et jusqu'au Soudan en 1956. A Venise, elle travaille la gouache sur

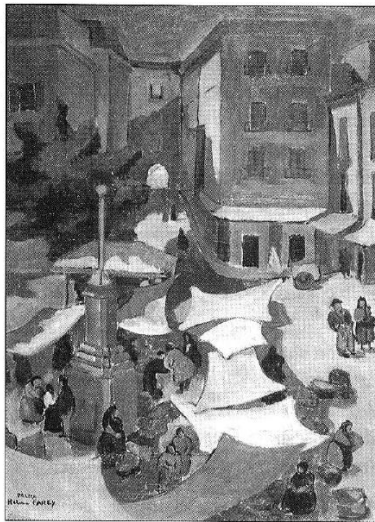
une sorte de papier buvard qui donne des tons pastel à s'y méprendre.

La Peinture d'Hélène Farey est un hymne d'amour à la Méditerranée et à la terre africaine. Du bout de ses pinceaux, elle saisit les villages blancs d'Andalousie, les terrasses animées des cafés orientaux, les femmes arabes dans des patios bleutés. Sensible à toutes les beautés du monde, elle traduit la lumière de la Flandre, la force des paysages bretons. Après la guerre, l'Yonne devient sa terre d'adoption. Dans son jardin près de Tonnerre, quand les beaux jours reviennent, elle retrouve chaque année la joie de peindre les choses simples de la vie.

La peinture d'Hélène Farey a inspiré une magnifique préface à Léon Paul Fargue et d'admirables critiques aux poètes Maurice Fombeure qui disait d'elle qu'elle peint comme on chante, de tout son cœur, avec une joie, une vigueur, un amour de la vie qui vous emportent irrésistiblement.

Insatiable voyageuse, elle accepte l'invitation du National Museum of Women de Washington et part aux Etats-Unis en 1991 témoigner sur la vie des femmes artistes françaises.

Certaines personnes se souviennent peut-être des cours qu'elle a donnés dans son atelier de la rue Asseline entre 1959 et 1969. Hélène Farey Nivelte ne laisse jamais filer de nostalgie dans l'évocation de ses souvenirs. Ce qui pourrait caractériser cette artiste de Montparnasse, c'est sûrement son étonnante vitalité et son sens de l'humour. Elle a récemment ouvert une galerie de peinture sur Internet ! M.B.



«Marché à Palma» 1935, huile sur toile. Musée de Noyers-sur-seine

Hélène Farey a beaucoup exposé; son travail a été salué et applaudi dans le monde entier. Depuis 1938, elle participe aux principaux Salons parisiens : Salons du Dessin, d'Automne, des Artistes Français, des Femmes peintres, de la Marine. Elle a été trois fois lauréate de l'Institut de France. Ses toiles ont été acquises par l'Etat français, l'Etat marocain, la Ville de Paris. On en retrouve dans les musées des provinces françaises où le couple artiste a séjourné.

Dans le cadre des Portes Ouvertes des artistes de Montparnasse, les 7 et 8 juin prochain, Hélène Farey Nivelte ouvrira son atelier de la rue Asseline.

LA FAUTE AU PÉRIPH

Une banlieue nommée Paris

Au bout du bout du 14e, coïncé entre Montrouge, Gentilly et l'avenue Pierre-Masse, existe un îlot de territoire parisien.

LE BOULEVARD périphérique est parisien (construit entre 1960 et 1973), il ceinture la ville et sert, en principe, de limite avec la proche banlieue. Faut pas mélanger les torchons et les serviettes, tout de même ! Mais voilà, si le temps a ses caprices, les voies autoroutières ont leurs impératifs techniques. Résultat : pour aller de la porte d'Orléans à la porte d'Italie, les ingénieurs ont dû passer entre les deux bâtiments du Conservatoire national des arts et métiers de la Cité universitaire, isolant ainsi une minuscule partie de notre arrondissement.

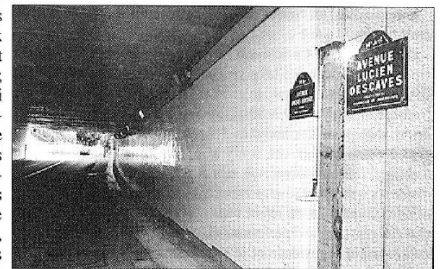
Dans ce coin du quartier, outre les logements des « gad'zars », sachez que la ville de Paris abrite aussi un laboratoire de contrôle des eaux. Dans ces lieux officient notamment des goûteurs d'eau ; j'en vois au fond qui ricanent... et pourtant cela se pratique régulièrement. Les machines pour détecter les petites bêtes nocives pour notre santé, c'est bien, mais le palais humain, il n'y a rien de tel pour contrôler la qualité de l'eau. En continuant sur le trottoir, aux confins du 14e se dresse une charmante petite maison, entourée d'un jardin, encerclée par le flot automobile. Abandonnée ?

La fièvre autonomiste ne semble pas s'être emparée de cette enclave, et la tentation de voir se transformer ce lopin de terre en paradis fiscal ou en zone franche n'a pas encore germé dans la tête d'un homme politique. Bizarrement, une rue, pardon, une avenue...

mais non : trois avenues, pas moins, dans le prolongement l'une de l'autre, assurant la continuité du quartier. Dans l'ordre, longeant l'aqueduc de la Vanne ici enterré, débute l'avenue Lucien-Descaves (romancier et journaliste, 1861-1949) ; en passant sous le périp, elle change de nom pour prendre celui d'André-Rivoire (poète et auteur dramatique, 1872-1930), avant de se rebaptiser David-Weill (mécène protecteur des arts, 1871-1952).

Quand on sait qu'il n'y a que 315 avenues répertoriées dans Paris, dont 27 sur notre seul arrondissement (!), quel honneur ! A qui, à quoi devons-nous cette originalité ? A un plumeur facétieux, à un aimable plaisantin, à un administratif distraité, au hasard capricieux, à un plan d'urbanisme échelonné, au périphérique, en remerciement, en hommage... ou à toute autre raison qu'ami lecteur nous vous invitons à signaler. Si vous avez la solution, preuve à l'appui, vous gagnerez un tee-shirt de « La Page », qu'on se le dise.

Une dernière étrangeté caractéristique des prestigieuses avenues : si vous déambulez,



Une enclave au 14e au-delà du périp. (photo : J. Bosc)

le nez au vent, le long de ces 500 mètres de chaussée pavée et que vous cherchez un numéro d'habitation... bon courage, il n'y en a point !

Jacques Bosc
(1) D'après « Vie et histoire du 14e arrondissement » de René Cottard (éd. Hervas, 1988).

Nom de rue

AUGUSTE CAIN, SCULPTEUR ANIMALIER

C'ÉTAIT il y a plus d'un an. Remontant une allée du Luxembourg vers les jardins de l'Observatoire, mon regard croisa celui d'un lion de bronze. Il louchait. Ou plutôt, contrastant avec une allure fière et le port altier de la tête, les yeux semblaient regarder par en dessous. Quel sculpteur avait pu affigier cet animal d'un regard sournoué ? Gravé sur le socle, à côté de la date (1870), figurait le nom de l'artiste : A. Cain. Celui-là même qui a donné le nom d'une rue longeant l'ancienne voie de chemin de fer, entre la rue des Plantes et l'avenue Jean-Moulin.

Le temps passa et « le Lion de Nubie et sa proie » seraient peut-être retombés dans l'oubli si au cours d'une flânerie aux Tuileries, deux beaux groupes animaliers à l'allure vaguement familière qui flanquent une entrée de la rue de Rivoli n'avaient attiré mon attention : « le Lion et la lionne se disputant un sanglier » et, plus massif, « le Rhinocéros attaqué par des tigres », datés respectivement de 1884 et de 1882, étaient bien du même artiste.

Les alentours des deux petits bassins du nord, face au Louvre devaient encore révéler un « Tigre portant un paon à ses pieds » (1873) et un « Tigre et crocodile » (1869). Chez tous ces félins, point de regard oblique ; le style est classique mais la puissance, la vie, le réalisme des attitudes évitent l'académisme. Ici, le lion, sûr de ses prérogatives mais sans colère, écarte de la proie sa compagne dont le dos se ploie dans un mouvement très félin ; là, l'expression

plus cruelle, un tigre, les muscles raidis par l'effort terrasse un crocodile qui gît sur le dos. Bref, des sculptures qui valent un détour et un auteur qui sollicite la curiosité.

ELEVE DE RUDE, RUE D'ENFER

Auguste Nicolas Cain (1822-1894) n'a pas eu l'honneur d'une biographie ou d'une rétrospective, et les renseignements glanés dans des ouvrages de référence sont relativement maigres, bien que les auteurs le classent parmi les plus grands sculpteurs animaliers du XIXe siècle. Né et mort à Paris, où il est inhumé dans le cimetière de Montmartre, il ne suivra que peu de temps, comme apprenti, les traces de son père, boucher. Très jeune, il va au jardin des Plantes croquer sur le vif les félins, qui resteront son sujet de prédilection.

Il se forme auprès d'un sculpteur sur bois, Alexandre Guiomet, qui estimera certaines de ses œuvres de jeunesse assez réussies pour les faire exposer aux très officielles expositions d'arts plastiques dites « Salons ». Il perfectionne ensuite les techniques du dessin et du modelage auprès de François Rude (1784-1855), qui forme aussi le flamboyant Carpeaux, dans un atelier sis rue d'Enfer (actuellement 247, boulevard Raspail).

Les débuts sont toutefois difficiles, et l'artiste souffre de n'être pas passé par une école. Son succès au Salon de 1846, suivi de beaucoup d'autres – ainsi que son mariage avec la fille d'un sculpteur réputé qui a ses entrées dans le milieu artistique – l'aident à



Lion de Nubie et sa proie, 1870. Jardins du Luxembourg (photo : Justine Sohier)

se faire un nom. Les grands travaux d'urbanisme qu'accompagna la création et l'aménagement de parcs et jardins lui valent, sous le Second Empire puis sous la IIIe République, des commandes d'Etat. Après des créations de dimension modeste, Auguste Cain se lance dans ces grands groupes animaliers en bronze qui ornent toujours les Tuileries, le Luxembourg, le nouvel Hôtel de Ville (les quatre chimères, à la base du campanile et un lion, côté rue Lobau, sont de lui) et les jardins du Trocadéro, où l'une de ses œuvres, des « Taureaux » en fonte, ont depuis été transférées dans le parc Georges-

Lion de Nubie et sa proie, 1870. Jardins du Luxembourg (photo : Justine Sohier)

Brassens. Certaines de ses œuvres peuvent être aussi admirées au Louvre, au musée du Luxembourg, à Chantilly ou même à Genève, avec une statue équestre.

En 1879, de son vivant, son nom est donné à une section de notre « rue du Chemin-de-fer », percée quatre ans avant. Justine Sohier

RENAISSANCE DE L'ART DANS LE 14E

Quelque cent artistes, peintres, sculpteurs, céramistes et photographes ont inauguré, dimanche 6 avril, le nouvel emplacement du marché de l'art, boulevard Edgar-Quinet. La désaffection du marché Mouton-Duvernét a décidé l'association d'André Feltin d'exploiter désormais les 300 m du boulevard Edgar-Quinet, chaque dimanche après-midi, entre la rue du Départ et le métro Edgar-Quinet. Nouritures esthétiques et alimentaires semblent faire bon ménage.

ADZAC NEWS

Musée-atelier Adzac. Vernissage samedi, 10 mai à 18h Jean Luce, huiles et oeuvres sur papier. Giannina Lanata de Ricard (Pérou) Sculptures sur pierre, taille directe. Portes ouvertes avec Nicholas Wright, céramiste le 7 et 8 juin de 11 à 19h. Vernissage le dimanche, 15 juin à 18h. Jochen Stucke, dessins et gravures, « San Francisco : people on the street ».

ATELIERS D'ARTISTES

L'association « Monts 14 » a organisé des journées « Portes ouvertes d'ateliers d'artistes du 14e » durant le week-end du 26-27 avril. Michel Bron, surnommé Valentin, en faisait partie, avec son style très « anar » ; son atelier a eu beaucoup de succès, sa personnalité y est sans doute pour quelque chose. A la fois poète et peintre, il correspond à l'image que l'on se fait de l'artiste maudit en proie, au fond de son antre, aux affres de la Créativité.

Dan Franck

« NOUS SOMMES TOUS DE QUELQUE PART, AILLEURS »

Le romancier Dan Franck, qui habite le 14e depuis huit ans, a été à l'initiative du collectif des 155 écrivains contre la loi Debré. De retour du rassemblement du 29 mars à Strasbourg, il explique à La Page comment son engagement contre la xénophobie et pour le brassage des cultures, qui imprègne l'ensemble de son œuvre, s'inscrit dans les luttes sociales : « Le chômage et le fascisme sont les véritables dangers menaçant la cohésion sociale ».

La Page : Quel lien établissez-vous entre votre activité littéraire et votre engagement contre la loi Debré ?

Dan Franck : Depuis deux ans, je travaille sur l'histoire de Montparnasse, un quartier que j'adore et qui est déjà très présent dans les livres écrits avec mon ami Jean Vautrin (« Les Aventures de Boro »). Deuxième capitale artistique après Montmartre, Montparnasse était, dans les années 20, un véritable carrefour des peuples. Les cultures s'y rencontraient : le Sud avec Picasso ou Modigliani, l'Est avec Apollinaire, d'origine italo-polonaise, puis Soutine, né en Lituanie. Nous sommes tous de quelque part, ailleurs.

Dans ce que j'écris il y a une part d'évident engagement : mon premier livre « Les calendes grecques » (1980) est un aller-retour entre l'histoire de la guerre d'Espagne et celle d'aujourd'hui ; mon deuxième roman « Apolline » (1) fait référence de manière permanente à La Commune de Paris. Sans parler des « Aventures de Boro », reporter-photographe « dont deux des titres « Le temps des cerises » et « Les noces de Guernica » sont suffisamment évocateurs. A chaque fois, je mets en scène les gens qui sont en marge, qui ne sont pas intégrés. La loi Debré et le mouvement des sans-papiers m'ont frappé par rapport à



mon propre travail. Après ma période militante lycéenne et étudiante, l'écriture est devenue ma manière d'aborder les problèmes fondamentaux. Toute littérature est forcément engagée.

La Page : Vous revenez de Strasbourg où vous avez manifesté contre Le Pen. Au Parlement international des écrivains, vous avez annoncé la malédiction du collectif des écrivains en Mouvement des signataires. Que cela signifie-t-il ?

D.F. : Nous avons suscité, début février, le collectif des signataires et, en moins de 24 heures, recueilli 155 signatures d'écrivains autour de l'appel des cinéastes. Après l'amendement de l'article 1 de la loi Debré (l'obligation de déclarer le départ des visiteurs étrangers) certains nous ont quittés nous avons alors décidé de nous transformer pour prolonger le mouvement.

Le Mouvement des signataires est ouvert à tous (2). Pour l'instant, il réunit des écrivains, des médecins, des cinéastes, des travailleurs sociaux, des musiciens et des avocats. Notre plate-forme est très large : lois sur l'immigration, exclusion, chômage, lutte contre le Front National et le libéralisme outrancier. Nous voulons créer partout en France un système de réseaux semblables (hors des mouvements politiques) capables d'intervenir dans la vie publique, de traduire l'indignation et de mettre les partis politiques devant leurs responsabilités. L'ampleur du mouvement a fait bouger beaucoup de choses.

La Page : Quelles actions concrètes ?

Départ de la manifestation contre la loi Debré le 9 mars à Denfert-Rochereau. (photo : Dominique Leleux)

D.F. : Nous réfléchissons sur les dégâts sociaux. Nous avons lancé beaucoup d'actions de parrainage des sans-papiers en liaison avec Droits Devant. Moi-même, j'en ai parrainé une quinzaine. Individuellement, nous réfléchissons avec des avocats à la possibilité de porter plainte contre Catherine Mégret pour ses propos racistes tenus dans le quotidien allemand « Berliner Zeitung ». Nous avons souhaité un 1er mai unitaire contre le chômage. L'axe de l'immigration est aussi un axe social, c'est pourquoi nous apportons notre soutien aux chômeurs, aux sans-logis, aux exclus du système libéral. Enfin, une revue est à l'étude pour permettre aux gens de se retrouver. Bien sûr, nous recevons beaucoup d'appels sur les problèmes de sans-papiers que nous essayons de résoudre.

Dans ce sens, je considère que toutes les pratiques de quartier sont importantes. C'est pourquoi je soutiens le Collectif des citoyens du 14e (voir encadré). L'hiver prochain, ce serait formidable de mettre en place des actions pour aider, même localement, les sans-abri. Je suis favorable à des interventions ponctuelles et ciblées. Récemment, j'ai participé à la semaine contre le racisme à Vitrolles : à chaque fois qu'on le peut, il faut se rendre sur les lieux de vie. C'est très important de discuter avec les mêmes. Par contre, je refuse de parler avec des militants du Front National

que je considère comme des fascistes. On ne discute pas avec des fascistes.

La Page : Certains ont reproché à votre collectif d'être un mouvement d'intellectuels coupés des réalités économiques et sociales. Que répondez-vous ?

D.F. : Je trouve incroyable que les intellectuels, dits professionnels, prompts à enfourcher toutes les causes, aient, pour certains d'entre eux, condamné celle-ci. Ils n'ont rien compris. La protestation civique n'est pas un mouvement d'intellectuels privilégiés mais un formidable élan général qui a recueilli quelque 300 000 signatures. Elle est partie de gens « bizarres » et a été relayée par des dizaines de milliers d'individus. Certes lancé par des corporations, le mouvement ne s'est jamais fourvoyé dans des revendications sectorielles. Il était généreux, humaniste et se préoccupait des autres. Le sentiment d'injustice face aux lois Debré et le refus des législations intolérantes et racistes est né d'une réflexion mais aussi d'une pratique de terrain. L'initiative est venue de cinéastes et de gens de théâtre qui tourment ou se produisent dans les banlieues, d'écrivains dont bon nombre animent des ateliers d'écriture dans des quartiers difficiles.

Parmi les écrivains signataires, personne n'a remarqué la présence d'auteurs qui se manifestent rarement : Maurice Blanchot, Louis-René des Forêts ou J.M. Le Clézio. Cela montre bien le caractère collectif de ce mouvement, une vague qui renoue avec la tradition de l'engagement moral et des grands manifestes d'intellectuels contre la guerre d'Algérie ou pour la liberté d'avortement, mais aussi un véritable serpent de mer commencé en décembre 1995 dans l'expression d'un même refus : celui de la dislocation sociale. Les citoyens ont remplacé les politiques en première ligne. Les appareils politiques sont à la remorque au point que dans les manifestations ils sont en queue de cortège. Je pense que leur place n'est ni devant ni derrière mais au milieu des gens.

Strasbourg rassemblait beaucoup de jeunes dans un esprit assez libertaire. C'est nouveau et cela remonte le moral !

La Page : Quel est votre engagement personnel sur le terrain ?

D.F. : Tous les deux mois, je vais à la

CITOYENS DU 14e, UNISSEZ-VOUS !

En tant que citoyens, des dizaines de milliers d'anonymes dans toute la France, dont un millier dans le 14e, ont signé « l'appel contre la loi Debré » lancé par la Ligue des droits de l'Homme. De nombreuses associations (dont La Page) et des syndicats de notre arrondissement se sont associés à la section du 14e de la LDH pour créer un Collectif des citoyens du 14e. Objectif : que tous les « inorganisés » puissent avoir un point de ralliement et d'information pour lutter contre tous les comportements xénophobes, entre autres la banalisation de l'attitude suspicieuse envers les étrangers dans les administrations, les entreprises, les écoles...

Il est prévu d'organiser une grande réunion publique informative sur les lois Debré, l'immigration, le FN. Un « goûter des cultures » sera l'occasion d'une rencontre autour des problèmes de titres de séjour. Enfin, le parrainage de sans-papiers permettra de prolonger le soutien aux immigrés en difficulté (régularisation, scolarisation des enfants...).

Le Collectif tiendra un stand d'information à la fête de La Page, le 8 juin. En attendant, vous pouvez le contacter au 01 45 38 52 19 (répondeur).

rencontre des lycéens et collégiens des quartiers durs pour pratiquer des ateliers d'écriture. L'an dernier, à Lille, dans un collège à forte population immigrée, les mêmes ont enregistré des textes, lus ensuite pendant une semaine sur France Inter. Je vous garantis que dans les classes regroupant 60 % d'immigrés, il n'y a pas de conflits entre les enfants. Déclencher les relations préétablies permet un brassage des cultures très enrichissant.

Propos recueillis le 3 avril 1997 par J. Bruch et F. Heintz.

1 « Apolline » vient d'être réédité en livre de poche, au Seuil (collection Points).

2 - Pour contacter ou rejoindre le Mouvement des signataires :

Tel 01.43.14.98.98. Fax:01.43.14.91.73.

E-mail : libert.a.micronet.fr

Balade

AU COEUR DE LA CITÉ U

Lieu de mixage de cultures et de nationalités, la Cité Universitaire permet de voyager à bon compte, au gré de son inspiration, et de passer de l'Asie à l'Afrique en quelques enjambées. A découvrir ou à redécouvrir en ces temps ensolleillés.

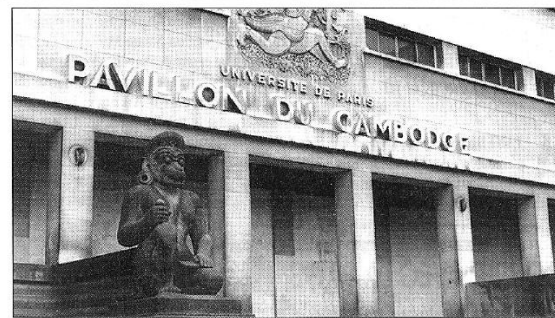
DÉPAYSEMENT garanti à la maison de l'Asie du Sud-est qui abrite une salle richement meublée et décorée. On y trouve notamment une table massive laquée de rouge et dorée qui est en fait un lit de camp sur lequel on fumait l'opium. Dehors, des bambous s'agitent dans un patio que l'on aperçoit à travers les petits carreaux teintés de jaune. L'illusion est parfaite. A tel point qu'elle attire les cinéastes en quête d'exotisme à moindre coût : des scènes de « L'Amant » et

d' « Indochine » y ont été tournées.

Dans la salle de réception de la maison de Cuba, offerte par une riche Cubaine aux étudiants de son pays venant à Paris, on trouve notamment une bibliothèque essentiellement consacrée à des ouvrages anciens de médecine et un superbe paravent en bois ajouré.

Si, à l'origine, les étudiants occupaient la maison correspondant à leur nationalité, il n'en est plus de même. On trouve toutefois encore une majorité d'Africains à la maison Lucien Paye, destinée, à sa création, aux étudiants d'outre-mer. Elle dépend en partie du ministère de la Coopération. Ancien ministre et ambassadeur de France en Chine, Lucien Paye fut aussi recteur de France à Dakar. La salle qui porte son nom contient d'immenses tapisseries d'Aubusson retraçant des scènes africaines et un parquet où se mêlagent bois d'ébène, citronnier et acajou.

La plus ancienne maison, en dehors de la fondation elle-même, est celle de Belgique et la plus grande celle des provinces françaises, sur laquelle figurent les écussons



des régions et qui accueille de 400 à 600 étudiants. Il est difficile d'en retracer l'histoire car toutes les archives ont brûlé au cours d'un incendie.

La seule maison classée monument historique est le pavillon suisse créé en 1931 par Le Corbusier, auteur de l'architecture, des meubles et de la décoration intérieure et notamment une grande fresque recouvrant tout un panneau. Son principe est basé sur la lumière qui pénètre partout, aucun recoin n'étant laissé dans l'ombre. Une sorte de maison de verre sur un sous-bassement en béton. Le Corbusier a également participé à l'édification de la maison du Brésil.

A noter également le charmant petit jardin de la maison japonaise, les fresques de 1932

Le pavillon du Cambodge fermé depuis de longues années. (photo : J.K.A.)

découvertes sous une tapisserie de la maison des Etats Unis, les colonnes de marbres différents de la maison d'Italie, son porche du XVIIIe siècle, et la fresque du XIIIe siècle provenant de la chapelle Santa di Maria près de Milan, la fondation hellénique et ses frises bleu et or, la maison britannique aux briques rouges typiques des « colleges » anglais.

A vous de poursuivre la balade et de nous faire part de vos découvertes ...

Chantal Hurel

5000 ETUDIANTS

L'initiative de la Cité revient à Emile Deutsch de la Meurthe, industriel et mécène. En 1920, il propose la somme de 10 millions de francs au recteur de l'académie de Paris, Paul Appell, pour construire une fondation destinée aux étudiants de province. Le projet s'est ensuite étendu aux pays étrangers.

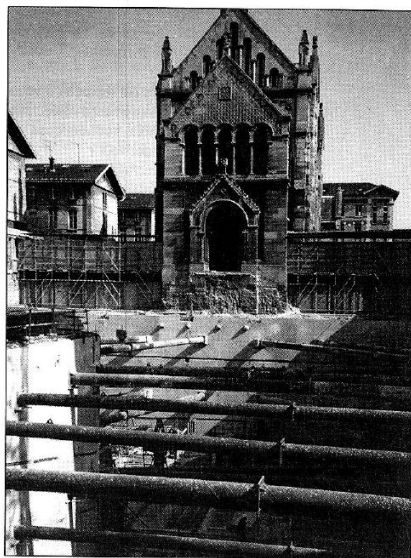
Le terrain appartenait alors à l'armée et on y trouvait d'anciennes fortifications. La première pierre fut posée en 1923.

La Cité Universitaire dépend des universités de Paris et abrite 5000 étudiants dans ses 35 bâtiments disséminés dans un parc recéant 400 variétés d'arbres et de plantes. Certaines maisons sont dites rattachées, elles dépendent de la fondation et donc de l'Etat français pour leur entretien, d'autres sont non-rattachées, et dépendent de leur pays d'origine. La maison des Arts et Métiers et la maison de l'Agronomie sont rattachées aux écoles correspondantes. L'hôpital universitaire qui se trouve un peu plus loin sur le même boulevard Jourdan était, au départ, intégré à la Cité.

70% des étudiants sont étrangers et la durée moyenne de résidence est de 3 ans. Le « recrutement » se faisant au niveau du 3ème cycle. Les étudiants acquièrent une recevance, variable selon les maisons et leur confort.

QUAND LE MUR TOMBE

Le paysage hospitalier du sud du 14e connaîtra à l'horizon de l'an 2000 d'importants changements. Si les projets concernant l'hôpital Broussais sont bien connus, ceux concernant l'hôpital Saint-Joseph le sont moins, alors que depuis 1995, d'importants travaux y ont commencé. Le mur de clôture est remplacé au fur et à mesure par une grille, symbole de l'ouverture de l'hôpital Saint-Joseph sur le quartier Plaisance-Porte de Vanves. Le directeur de l'hôpital nous a accordé un long entretien et nous a fait visiter le chantier.



Le chantier devant la façade de la chapelle. (photo L. C.)

LES ANTICLÉRICAUX les plus farouches seront déçus: la perspective du départ de l'hôpital public Broussais ne réjouit, apparemment, pas l'hôpital privé Saint-Joseph. Les deux institutions ont pourtant développé une même spécialité, celle des maladies cardio-vasculaires, mais chacune a ses patients, elles ne sont pas concurrentes. Rue Losserand, Saint-Joseph prépare les repas pour Broussais rue Didot. Chaque année (depuis 1969), près de cent internes sont accueillis en formation à Saint-

Joseph dans le cadre d'une convention d'association avec le CHU Broussais-Hôtel-Dieu... L'étroitesse de leurs relations obligera d'ailleurs le premier à se « repositionner » après le départ du second. Une partie du terrain libéré par Broussais sera occupée d'ici quatre à cinq années par un hôpital de rééducation géré par l'association Sainte-Marie venue du 13e arrondissement, il sera d'une

capacité de 80 lits de rééducation et 90 lits de long séjour (alors que Saint-Joseph ne propose que des lits de court séjour).

Dans l'hôpital, toutes les disciplines médicales et chirurgicales sont représentées, hormis la gynécologie, l'obstétrique et la neuro-chirurgie. On y trouve le seul service d'urgence parisien qui accueille à la fois les adultes et les enfants. 20000 malades sont hospitalisés chaque année, auxquels il faut ajouter 120 à 130000 consultants externes. Un bon tiers sont du quartier (urgences), un second tiers vient de tout Paris et de la

proche banlieue sud, les derniers viennent de la province ou de l'étranger pour bénéficier des traitements de pointe en matière de maladies cardio-vasculaires ou d'urologie par exemple. Les bâtiments actuels sont peu adaptés aux exigences du patient-client actuel, il arrive ainsi qu'un malade reparte sans avoir défait sa valise, rebuté par la vétusté des locaux !

UN HOPITAL VERT ET MODERNE

Les travaux entrepris visent à faire de Saint-Joseph à partir de l'an 2003 un hôpital

à la fois fonctionnel et agréable. Le seul accès sera sur la rue Raymond-Losserand, celui de la rue Pierre-Larousse sera condamné. Les voitures devront se garer à l'entrée de l'hôpital dans un grand parking souterrain, la circulation automobile sera interdite dans son enceinte. La façade sur la rue Losserand comportera l'actuel bâtiment des urgences qui sera prolongé par un grand hall en verre (devant la façade de la chapelle) où se fera l'accueil des malades. Ce sera un hôpital vert, des jardins seront aménagés entre les pavillons. La circulation entre les bâtiments, uniquement piétonne donc, se fera sur trois niveaux : deux seront couverts (le sous-sol pour le transport des matériaux et des repas, le rez-de-chaussée pour les malades), l'actuel patio avec sa désuète et charmante architecture de métal et de bois sera préservé et restera un niveau

UN FINANCEMENT DES TRAVAUX PUREMENT PRIVÉ

L'hôpital Saint-Joseph est un hôpital privé à but non lucratif, à ne pas confondre avec les cliniques privées à but lucratif. La Sécurité Sociale lui alloue donc annuellement un budget de fonctionnement comme « hôpital participant au service hospitalier public » (Léopold Bellan, Notre-Dame-de-Bon Secours... sont dans le même cas). L'auto-financement des opérations de construction et de restructuration est la règle, les travaux sont donc entrepris sans aucun crédit public mais grâce à ces dons, des legs et au produit de la vente du terrain au « Jardin des Lumières » rue Pierre-Larousse.

SANS DISTINCTION RACIALE OU RELIGIEUSE

A son ouverture en 1884, l'hôpital était géré par huit sœurs de Saint-Vincent de Paul, appelées aussi filles de la Charité ; depuis 1958, c'est un administrateur laïc qui le dirige. Il n'y a plus aujourd'hui de communauté, mais quelques religieuses travaillent dans l'hôpital, certaines en tenue, d'autres en civil. De plus, six à huit religieuses originaires du Tiers-Monde et de l'Europe de l'Est y sont formées bénévolement. Seuls 1 à 2 % des malades choisissent Saint-Joseph pour des raisons religieuses. Si les malades le souhaitent, l'aumônier fait venir le rabbin ou l'imam

de promenade couverte en plein air. Les pavillons de briques, construits jusqu'en 1914 « grâce aux dons de bienfaiteurs », seront reconstruits à l'identique, les bâtiments modernes qui seront bâtis en arrière seront couverts d'un parement de brique pour que l'ensemble soit harmonieux. Les services seront restructurés en neuf pôles médico-chirurgicaux. L'hébergement s'adaptera à la demande. Le nombre de chambres n'augmentera pas (450), mais elles seront toutes individuelles. Le projet semble un heureux compromis entre les nécessités de la modernité et de l'économie (c'est-à-dire la baisse des coûts de fonctionnement) d'une part, le respect de l'architecture ancienne et l'amélioration du cadre de vie des malades d'autre part.

Laurence Croq

La Gamberge DEUXIEME RÉUNION

Notre association organisera une réunion portant sur le thème : « Réduction du temps de travail : pourquoi tant de réticences ? » le vendredi 13 juin 1997, à partir de 20 h 00 au 16 rue du Moulin vert, Paris 14e (métro Alésia)

LES QUESTIONS que l'on peut se poser à ce propos sont nombreuses : quels liens entretiennent les notions telles que l'aménagement, la réduction du temps de travail, la flexibilité ? Comment évoluent la durée et l'organisation du temps de travail ? Quelles luttes se mèneraient à ce sujet, et avec quel résultat ? Tous les témoignages concrets sur la diminution du temps de travail et de ses modalités seront à cette occasion les bienvenus.

Comme nous l'espérons, il a été possible de publier un compte rendu de la première réunion qui portait sur le thème "L'extrême-droite, une spécificité française ?". Ce document, envoyé aux membres de l'association et à ceux qui avaient demandé à être tenu informés de nos activités, peut être commandé, contre 15 F en timbres à G. Fargette, 4 rue Sivel, 75014 Paris (on peut naturellement adhérer à l'association pour 50 F par an, ce qui permet de financer les locations de salles et la diffusion des comptes rendus).

BROUSSAIS

Mandarins contre technocrates

D'après le rapport d'expertise de l'Assistance publique, les deux tiers de l'hôpital Broussais devraient être conservés. Pendant ce temps, le projet d'hôpital européen Georges Pompidou, incohérent, tourne à la gabegie financière.

AVANT DE quitter son poste de directeur général de l'Assistance publique (AP-HP), Alain Cordier a fait part, mi-mars, au maire du 14e des décisions de l'AP-HP sur

le devenir de l'hôpital Broussais. Celui-ci est en effet menacé d'être « regroupé » (ainsi que Boucicaut et Laennec) au sein de l'hôpital européen Georges Pompidou (HEGP) qui ouvrira en automne 1998 dans le 15e arrondissement. Elles confirment peu ou prou les orientations proposées en décembre 1996 par le Pr. Imbert (voir La Page n° 33).

Des négociations financières sont engagées avec la Fondation Sainte-Marie qui devrait installer un centre de moyen et long séjour de rééducation orthopédique sur l'emprise du pavillon Gaudart d'Allaines. L'AP-HP conserverait le pavillon Leriche et l'îlot des Mariniers avec un pôle de Santé publique, très ouvert sur le quartier, orienté particulièrement vers la gériatrie. Au-delà des activités proprement médicales, l'Agence nationale

d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES) pourrait aussi s'y installer.

Pour Maurice Lassalle, le projet médical manque encore de cohérence même si le conseiller communiste du 14e se félicite du chemin parcouru depuis le refus du maire, fin 1995, d'accéder à sa demande d'un débat sur l'avenir de Broussais. Il propose de développer un pôle pour les dialyses chroniques et de mener une réflexion sur l'avenir du service du Pr. Carpentier qui s'interroge fortement sur les conditions de son fonctionnement dans le futur HEGP.

C'est que le célèbre chirurgien cardio vasculaire est en colère ! Le Pr. Alain Carpentier se verrait privé de son laboratoire de recherche intégré dont il dispose actuellement à Broussais et son service serait morcelé dans

l'hôpital Pompidou où il doit être transféré. Dans le magazine « Abstract Cardio Hebdo » (fin mars), il se déclare trompé par l'administration du nouvel hôpital alors qu'il avait accepté de coopérer. Curieuse partie de poker menée entre technocrates et mandarins sur le dos de l'hôpital Broussais et des malades !

D'autres voix - et non des moindres - s'élèvent pour dénoncer la gabegie budgétaire et l'aberration médicale de la construction du nouvel hôpital. Dominique Coudreau, le nouveau directeur de l'Agence d'hospitalisation d'Ile-de-France, déclare dans la presse : « C'est une erreur stratégique majeure ! L'HEGP coûtera très cher à construire et, là où il est situé, on n'en avait pas besoin » Dommage qu'il ne l'ait pas déclaré publiquement plus tôt !

Préparant sa réforme hospitalière, Alain Juppé aurait pour sa part tenté de stopper sa construction (décidée en 1992), bien que Jacques Chirac, à l'époque maire de Paris, en ait déjà posé la première pierre en novembre 1993. Trop tard...

François Heintz

COURIR AVEC LA PAGE

Nous sommes nombreux à nous mobiliser pour La Page. Certains réfléchissent beaucoup (tout comme nos amis de La Gamberge), écrivent, relisent, s'occupent du courrier, de la comptabilité, des ventes, que sais-je encore. D'autres courent, et cela depuis trois ans aux couleurs de La Page, à l'occasion de différentes manifestations sportives, à commencer par les célèbres 10 km du 14e (voir La Page n° 25), mais aussi à l'occasion du semi et du marathon de Paris, ainsi que d'autres courses tout au long de l'année.

Ici, l'équipe de La Page au départ des 10 km du 14e, le 9 février dernier. (photo Annie Lelaure)

